

cyberpresse.ca

Le vendredi 25 janv 2008

## Centre de sciences à Lévis: Labeaume promet 150 000 \$

**Pierre Pelchat**  
Le Soleil  
Québec



Agrandir 

La rencontre d'hier entre Danielle Roy-Marinelli et Régis Labeaume semble ouvrir une ère de collaboration entre les deux villes.  
*Le Soleil, Laetitia Deconinck*

**Le maire de Québec, Régis Labeaume, n'a pas eu que des bons mots pour la mairesse de Lévis, Danielle Roy-Marinelli, lors de leur rencontre hier. M. Labeaume est passé de la parole aux actes en acceptant de verser 150 000 \$ pour le projet de centre d'exploration en sciences qui doit être construit dans le parc des Chutes-de-la-Chaudière sur la Rive-Sud.**

«Le lieu choisi au coin de (l'autoroute) Robert-Cliche et de la 20, c'est intelligent. C'est un très beau lieu. Alors qu'on ne commence pas à se demander si c'est à Québec ou à Lévis. On s'en fout. Je veux juste que les enfants de Québec aillent là. Alors, on va oublier où c'est situé et on va juste se dire : est-ce que c'est bon pour tout le monde?», a plaidé le maire de Québec au sortir de la rencontre avec Mme Roy-Marinelli.

«La mairesse m'a dit qu'elle engageait 100 000 \$ par année dans le projet pendant trois ans et ça inclut 2007. J'ai dit très bien. On paye la moitié de la facture», a-t-il poursuivi.

M. Labeaume a également dit que le projet de centre d'exploration en sciences et en technologie de 40 millions \$ lui tenait particulièrement à cœur. «On est à peu près la seule grande ville canadienne où il n'y a pas de centre d'exploration en science. C'est important pour les enfants, pour la jeunesse. J'ai une fille de huit ans. J'ai hâte de l'amener là», a-t-il affirmé.

La mairesse de Lévis était ravie de la contribution financière de la Ville de Québec, d'autant plus qu'elle ne l'avait pas sollicitée. «Je ne l'avais pas demandée. J'ai rien donné en retour pour le moment. Je trouve ça le fun. C'est un beau message. On va travailler ensemble pour aller chercher les subventions pour le projet. Quand la volonté politique des deux maires est là, c'est pas à dédaigner. C'est une très bonne nouvelle», a-t-elle commenté.

**Projet 2-1-1**

En contrepartie, M. Labeaume souhaite que la Ville de Lévis appuie le projet de 2-1-1 ou de centre téléphonique d'information et de référence pour diriger les personnes vers les organismes sociaux et communautaires qui pourront répondre à leurs besoins. Ce nouveau service proposé par Centraide viendrait particulièrement en aide aux personnes à faible revenu, aux personnes âgées en perte d'autonomie, à celles aux prises avec des problèmes de santé mentale et aux personnes à mobilité réduite.

«On s'est entendu ou presque sur le 2-1-1. La mairesse a encore du travail à faire de son côté. À Québec, on l'a mis dans le budget. Je veux que ça se règle cette année. Québec et Lévis vont investir ensemble, beaucoup plus à Québec qu'à Lévis et c'est normal. On va avoir une centrale 2-1-1 qui aura des fonctions à Québec et à Lévis. C'est réglé», a indiqué M. Labeaume.

Les deux élus ont également abordé la programmation des Fêtes du 400e et la faible participation de la Ville de Lévis. La mairesse Roy-Marinelli a déploré que l'administration précédente de la Société des Fêtes n'ait retenu qu'un seul projet sur les 17 qui ont été proposés par Lévis.

«On n'a pas eu le goût de fêter étroitement avec nous. Alors on a décidé de fêter de notre côté. Les projets qu'on est capable d'être ensemble, on le sera. Il est trop tard pour être intégré à la programmation du 400e, mais il y a moyen de faire des clins d'œil», a dit Mme Roy-Marinelli.

Le maire Labeaume n'a pas caché sa déception de voir qu'un seul projet de Lévis ait été accepté. «C'est maigre», a-t-il reconnu.

**Collaboration**

La rencontre d'hier des deux maires semble ouvrir une ère de collaboration entre les deux villes. «Ça aurait dû être comme ça depuis longtemps. Il n'y a jamais eu de collaboration entre les maires des deux rives. Ce fut le cas entre le maire L'Allier et M. Garon et entre moi et Mme Boucher, qui préférerait ne s'occuper que de son patelin. Il y a maintenant une volonté réelle de collaboration», a conclu Mme Roy-Marinelli.